

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité régionale de comté de Bonaventure | AR050 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), François Bujold, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité régionale de comté de Bonaventure pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date _____

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Fonds local d'investissement	30
Fonds local de solidarité	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	43
Analyse des charges	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Municipalité régionale de comté de Bonaventure

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité régionale de comté de Bonaventure (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2023 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1^{er} janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, la municipalité doit déterminer si un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations doit être comptabilisé. Au 31 décembre 2023, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous a conduits à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers de l'exercice considéré.

De plus, comme l'explique la note 2 des états financiers, la municipalité n'a pas consolidé les partenariats inclus dans son périmètre comptable avec la Régie intermunicipale de transport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, ni avec la Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine pour les exercices terminés le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2023, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. La note 2 des états financiers fournit une description et une quantification des incidences financières de ce problème pour les exercices terminés le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2023. Nous avons exprimé par conséquent une opinion avec réserve sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2022, en raison des incidences éventuelles de cette situation.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (de déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puisse influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités.
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.NC.R.L.
New Richmond, 17 mai 2024

¹CPA auditrice, permis de comptabilité no A119539

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	1 523 726	1 390 790	1 380 502
Transferts	4	4 043 307	6 585 752	5 111 492
Services rendus	5	371 229	1 182 177	1 416 416
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7	20 000	12 735	16 632
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9		350 886	215 087
Autres revenus	10	86 748	684 506	815 463
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 045 010	10 206 846	8 955 592
Charges				
Administration générale	14	1 339 217	1 520 695	1 671 986
Sécurité publique	15	193 535	273 922	259 053
Transport	16		796 589	353 664
Hygiène du milieu	17	587 094	939 206	875 594
Santé et bien-être	18	302 374	279 101	369 712
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 352 287	5 973 563	5 029 174
Loisirs et culture	20	326 663	288 278	
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22		18 788	20 002
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	6 101 170	10 090 142	8 579 185
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(56 160)	116 704	376 407
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		2 037 581	1 661 174
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		2 037 581	1 661 174
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		2 154 285	2 037 581

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 025 797	3 497 523
Débiteurs (note 5)	2	2 622 526	1 930 745
Prêts (note 6)	3	1 778 352	1 886 889
Placements de portefeuille (note 7)	4	3 013 692	2 684 883
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	9 440 367	10 000 040
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	443 203	370 325
Revenus reportés (note 11)	12	4 547 848	5 363 558
Dette à long terme (note 12)	13	2 690 764	2 642 815
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	7 681 815	8 376 698
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	1 758 552	1 623 342
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	395 733	414 239
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22		
	23	395 733	414 239
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	2 154 285	2 037 581
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	2 154 285	2 037 581
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	2 154 285	2 037 581

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(56 160)	116 704	376 407
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	()	()	18 298
Produit de cession	3			
Amortissement	4		18 506	18 228
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		18 506	(70)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12			
	13			
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(56 160)	135 210	376 337
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		1 623 342	1 247 005
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		1 623 342	1 247 005
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		1 758 552	1 623 342

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4,1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5,1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	116 704	376 407
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	18 506	18 228
Autres			
▪ Mauvaises créances prêts	3.1	127 541	75 154
	4	262 751	469 789
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(691 781)	(114 444)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	72 878	104 600
Revenus reportés	8	(815 710)	1 517 809
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12		
	13	(1 171 862)	1 977 754
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	()	18 298
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18		(18 298)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(711 870)	677 733
Remboursement ou cession	20	692 866	695 045
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	(328 809)	501 118
Cession	22		
	23	(347 813)	(483 806)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	100 000	92 213
Remboursement de la dette à long terme	25	(52 051)	207 400
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29	47 949	(115 187)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	3 497 523	2 137 060
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	3 497 523	2 137 060
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 025 797	3 497 523

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité régionale de comté (M.R.C.) de Bonaventure (ci-après « la municipalité ») est constituée en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

2. Principales méthodes comptables**Base de présentation**

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent seulement les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Les états financiers ne présentent pas la quote-part revenant à la municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Régie intermunicipale de transport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine : 20 %

Les informations financières de cette Régie pour les exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022 sont les suivantes :

- État de la situation financière
 - Les actifs financiers sont de 2 357 835 \$ (2 053 100 \$ au 31 décembre 2022)
 - Les passifs sont de 1 841 532 \$ (1 443 466 \$ au 31 décembre 2022)
 - Les actifs financiers nets sont de 516 303 \$ (609 634 \$ au 31 décembre 2022)
 - Les actifs non financiers sont de 651 139 \$ (679 095 \$ au 31 décembre 2022)
 - L'excédent accumulé est de 1 167 442 \$ (1 288 729 \$ au 31 décembre 2022)
- État des résultats
 - Les revenus sont de 5 157 057 \$ (4 629 780 \$ au 31 décembre 2022)
 - Les charges sont de 5 278 344 \$ (4 892 471 \$ au 31 décembre 2022)
 - L'excédent (déficit) de l'exercice est de (121 287 \$) ((262 691 \$) au 31 décembre 2022)

Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine : 17 %

Les informations financières de cette Régie pour les exercices terminés les 31 décembre 2023 et 2022 sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- État de la situation financière
 - Les actifs financiers sont de 14 351 421 \$ (19 724 738 \$ au 31 décembre 2022)
 - Les passifs sont de 25 989 530 \$ (28 878 243 \$ au 31 décembre 2022)
 - La dette nette est de 11 638 109 \$ (9 153 505 \$ au 31 décembre 2022)
 - L'excédent (déficit) accumulé est de (11 638 109 \$) ((9 153 505 \$) au 31 décembre 2022)
- État des résultats
 - Les revenus sont de (1 022 242 \$) (2 136 479 \$ au 31 décembre 2022)
 - Les charges sont de 1 361 674 \$ (1 179 595 \$ au 31 décembre 2022)
 - L'excédent (déficit) de l'exercice est de (2 383 916 \$) (956 884 \$ au 31 décembre 2022)

B) Comptabilité d'exercice*Estimations comptables*

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs

S/O

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

*Immobilisations corporelles*Amortissements

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : 5 %

Bâtiments : 2,5%

Ameublement et équipement de bureau : 10%

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus*Constatation des revenus*

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent un emprunt auprès du ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional ainsi qu'un emprunt auprès de Fonds locaux de solidarité FTQ (FLS-FTQ). Elles sont amorties au fur et à mesure du remboursement en capital de ces dettes.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La municipalité comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la municipalité sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La municipalité détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats.

J) Autres éléments

Fonds réservés

La municipalité régionale de comté (MRC) a contracté un emprunt auprès du ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional ainsi qu'un emprunt auprès de FLS-FTQ, constitués de prêts octroyés par FLS-FTQ dans le cadre du Fonds local d'investissement (FLI) et du Fonds local de solidarité (FLS). La MRC a affecté les fonds reçus dans des fonds réservés, puisque l'existence du FLI et du FLS est prévue légalement. La MRC utilise ces fonds en les investissant sous forme de prêts à des entrepreneurs, en affectant ces fonds réservés.

3. Modification de méthodes comptables

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le 1^{er} janvier 2023, la municipalité aurait dû adopter les recommandations du nouveau chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la municipalité devrait comptabiliser un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la municipalité qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la municipalité devrait comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

La municipalité n'a évalué ni comptabilisé aucune obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles au 31 décembre 2023.

Instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2023, la municipalité a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 1201, « Présentation des états financiers », et SP 3450, « Instruments financiers », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*.

Le chapitre SP 3450 établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Les principaux éléments de ce nouveau chapitre sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, ou coût ou coût après amortissement;
- La quasi-totalité des dérivés, y compris les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, sont évalués à la juste valeur;
- L'évaluation à la juste valeur s'applique également aux placements de portefeuille dans des titres de capitaux propres qui sont cotés sur un marché actif;
- Les autres actifs financiers et passifs financiers sont de façon générale évalués au coût ou au coût après amortissement;
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation;
- Il n'est pas nécessaire de présenter une comparaison des montants réels et des montants budgétés dans l'état des gains et pertes de réévaluation;
- Lorsque l'entité définit et met en œuvre une stratégie de gestion des risques ou de placement afin de gérer et d'évaluer la performance d'un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou des deux en fonction de la juste valeur, elle peut choisir d'inclure ces éléments dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur;
- De nouvelles exigences clarifient quand les passifs financiers sont décomptabilisés;
- La compensation d'un passif financier et d'un actif financier est interdite en l'absence d'un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et de l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément;
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées.

Le chapitre SP 1201 prévoit un nouvel état financier (l'état des gains et pertes de réévaluation) pour la comptabilisation des gains et pertes de réévaluation et prévoit que l'excédent ou le déficit accumulé présenté à l'état de la situation financière correspond à l'excédent ou au déficit accumulé lié aux activités et aux gains et pertes de réévaluation cumulés.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, ont fait l'objet d'une application prospective et, en conséquence, les montants comparatifs au 31 décembre 2022 et pour l'exercice terminé à cette date sont présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par la municipalité avant l'adoption de ces nouveaux chapitres. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers de la municipalité au 1^{er} janvier 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 025 797	3 497 523
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2 025 797	3 497 523
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	2 025 797	3 497 523
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 18 488 \$ (20 002 \$ en 2022). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 350 886 \$ (202 043 \$ en 2022).

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 001 179	1 362 548
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	52 743	
Organismes municipaux	13	359 760	197 796
Autres			
▪ Autres recouvrements	14.1	155 769	346 306
▪ Intérêts courus	14.2	53 075	24 095
	15	2 622 526	1 930 745
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 763 901	1 134 233
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	237 278	228 315
	27	2 001 179	1 362 548

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29	1 778 352	1 886 889
Autres			
▪	30.1		
	31	1 778 352	1 886 889
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	164 092	47 257

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	3 013 692	2 684 883
	35	3 013 692	2 684 883
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note

Les autres placements de portefeuille sont composés de dépôts à terme portant intérêts à des taux variant de 4,25 % à 5,4 % (3,2 % à 5,4 % au 31 décembre 2022) et échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2024.

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires****10. Crédoiteurs et charges à payer**

		2023	2022
Fournisseurs	41	215 954	174 644
Salaires et avantages sociaux	42	19 312	12 683
Dépôts et retenues de garantie	43		
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Organismes municipaux	45.1	73 676	74 802
▪ Courus à payer TNO	45.2	134 261	108 196
	46	443 203	370 325

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Autres	60.1		126 969
▪ Transferts	60.2	4 547 848	5 236 589
	61	4 547 848	5 363 558

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance		2023	2022
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne					62	
Obligations et billets en monnaies étrangères					63	
Gains (pertes) de change reportés					64	
					65	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises		3,50		2027	66	2 690 764
Organismes municipaux					67	2 642 815
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68	
Autres					69	
					70	2 690 764
						2 642 815
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()
					72	2 690 764
						2 642 815

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73				
2025	74				
2026	75				
2027	76			339 126	339 126
2028	77			339 126	339 126
2029 et plus	78			2 012 512	2 012 512
	79			2 690 764	2 690 764
Intérêts et frais accessoires	80				
	81			2 690 764	2 690 764

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

Le solde disponible du crédit variable à l'investissement du FLS est de 950 000 \$. Ce solde du montant autorisé sera encaissé par tranches selon les conditions prévues à la convention de prêt et selon les besoins financiers de la MRC.

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	89 822
Régimes de retraite des élus municipaux	89	8 361
	90	98 183
		73 346
		7 635
		80 981

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94,1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98 ()	()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102				
Eaux usées	103				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	40 992			40 992
Autres					
-	105.1				
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	525 320			525 320
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109				
Ameublement et équipement de bureau	110	270 849			270 849
Machinerie, outillage et équipement divers	111				
Terrains	112	2 460			2 460
Autres	113				
	114	839 621			839 621
Immobilisations en cours	115				
	116	839 621			839 621
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117				
Eaux usées	118				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	25 454	2 050		27 504
Autres					
-	120.1				
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	168 419	12 206		180 625
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124				
Ameublement et équipement de bureau	125	231 509	4 250		235 759
Machinerie, outillage et équipement divers	126				
Autres	127				
	128	425 382	18 506		443 888
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	414 239			395 733
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
-	139,1			
	140			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
-	141,1			
	142			
VALEUR COMPTABLE NETTE	143			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2023	2022
Frais payés d'avance		
-	144,1	
Autres		
-	145,1	
	146	

Note**19. Obligations contractuelles**

Dans le cadre de l'enveloppe de développement, la municipalité régionale de comté s'est engagée à verser à différents organismes de la région la somme de 70 377 \$ au cours du prochain exercice.

La MRC s'est engagée, en vertu d'un contrat relatif à la collecte et au transbordement-transport et traitement-tri des matières recyclables échéant en décembre 2024, à verser la somme de 1 239 814 \$ au cours du prochain exercice.

Finalement, la MRC s'est engagée, d'après un contrat d'évaluation échéant en décembre 2024, à verser la somme de 1 835 609 \$ au cours du prochain exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

20. Droits contractuels

N/A

21. Passifs éventuels

N/A

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147,1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149,1		
	150		
	151		

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

N/A

D) Autres

La MRC de Bonaventure est membre de la Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. La Régie a pour mission d'accroître les retombées de l'exploitation de la ressource éolienne. La Régie investie au nom des MRC de la région dans des parcs éoliens. Les profits nets sont redistribués aux MRC en fonction des richesses foncières uniformisées (RFU) des municipalités qui ont adhéré. Advenant le cas que les revenus de la Régie ne soient pas suffisants pour pourvoir aux dépenses, il sera exigé annuellement, de chaque MRC membres de la Régie, une contribution calculée selon les richesses foncières uniformisées (RFU) des municipalités qui ont adhéré. Dans l'éventualité où il y aurait une contribution à payer, la MRC comptabilisera cette contribution dans les dépenses de fonctionnement de l'exercice.

22. Actifs éventuels

N/A

23. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

La municipalité est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la municipalité est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. La municipalité a également jugé que le risque afférent aux prêts consentis dans le cadre du Fonds local d'investissement et du Fonds local de solidarité n'est pas important, puisque les dettes correspondantes feront l'objet d'une radiation d'un montant équivalent à celui des créances irrécouvrables, le cas échéant. Afin de réduire son risque de crédit, la municipalité analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et les prêts et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la municipalité représente son exposition maximale au risque de crédit.

Les actifs financiers en souffrance totalisent 332 699 \$ (76 849 \$ au 31 décembre 2022), ont tous une échéance inférieure à un an et sont présentés déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 164 092 \$ (47 257 \$ au 31 décembre 2022).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les prêts, les placements de portefeuille et une dette à long terme.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2022) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la municipalité est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La municipalité est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la municipalité dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La municipalité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	de 1 an à 3 ans	de 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	443 203 \$			
Dette à long terme	20 264 \$	40 486 \$	1 736 144 \$	1 028 110 \$
Total	463 467 \$	40 486 \$	1 736 144 \$	1 028 110 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26 Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 100 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus						
Fonctionnement						
1 Taxes						
2 Compensations tenant lieu de taxes						
3 Quotes-parts	1 523 726	1 390 790		1 390 790	1 380 502	
4 Transients	4 043 307	6 585 752		6 585 752	5 111 492	
5 Services rendus	371 229	1 182 177		1 182 177	1 416 416	
6 Imposition de droits						
7 Amendes et pénalités	20 000	12 735		12 735	16 632	
8 Revenus de placements de portefeuille						
9 Autres revenus d'intérêts	86 748	350 886		350 886	215 087	
10 Autres revenus		684 506		684 506	815 463	
11 Effet net des opérations de restructuration						
12	6 045 010	10 206 846		10 206 846	8 955 592	
Investissement						
13 Taxes						
14 Quotes-parts						
15 Transferts						
16 Imposition de droits						
17 Autres revenus						
18 Contributions des promoteurs						
19 Auites						
20 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux						
21 Effet net des opérations de restructuration						
22	6 045 010	10 206 846		10 206 846	8 955 592	
Charges						
23 Administration générale	1 339 217	1 509 120	11 875	1 520 895	1 671 986	
24 Sécurité publique	193 535	269 767	4 155	273 922	259 053	
25 Transport		796 589		796 589	353 664	
26 Hygiène du milieu	567 094	939 206		939 206	875 594	
27 Santé et bien-être	302 374	279 101		279 101	369 712	
28 Aménagement, urbanisme et développement	3 352 287	5 970 787	2 776	5 973 563	5 029 174	
29 Loisirs et culture	325 663	288 278		288 278		
30 Réseau d'électricité						
31 Frais de financement		18 788		18 788	20 002	
32 Effet net des opérations de restructuration						
33 Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés		18 506	(18 506)			
34	6 101 170	10 080 142		10 080 142	8 579 185	
35	(56 160)	116 704		116 704	376 407	
Excédent (déficit) de l'exercice						

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(56 160)	116 704	376 407
Moins : revenus d'investissement	2 ()))
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(56 160)	116 704	376 407
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		18 506	18 228
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		18 506	18 228
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		692 866	695 045
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		127 541	75 154
	15		820 407	770 199
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		100 000	92 213
Remboursement de la dette à long terme	17 (	)	52 051)	207 400)
	18		47 949	(115 187)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	711 870)	696 031)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			44 760
Excédent de fonctionnement affecté	21	56 160	56 160	33 196
Réserves financières et fonds réservés	22		(192 066)	(221 524)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	56 160	(847 776)	(839 599)
	26	56 160	39 086	(166 359)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		155 790	210 048

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023		2022	
	Réalizations		Réalizations	
Revenus d'investissement		1		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2	()	(18 298)	
Sécurité publique	3	()	()	
Transport	4	()	()	
Hygiène du milieu	5	()	()	
Santé et bien-être	6	()	()	
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	
Loisirs et culture	8	()	()	
Réseau d'électricité	9	()	()	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()	
	11	()	(18 298)	
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12	()	()	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13	(711 870)	(677 733)	
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14			
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	711 870	696 031	
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16			
Excédent de fonctionnement affecté	17			
Réserves financières et fonds réservés	18			
	19	711 870	696 031	
	20			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 698 505	1 640 718	1 449 618
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	373 812	381 246	339 245
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	2 433 201	3 676 823	4 441 850
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9		18 788	20 002
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14			
Transferts	15			
Autres	16		1 549 707	680 362
Autres				
Transferts	17			
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		18 506	18 228
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
• Subvention (particulier/ent.)	21.1	1 595 652	2 804 354	1 629 880
	22	6 101 170	10 090 142	8 579 185

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	66 737	68 037
Autres revenus	3	41 979	202 704
	4	108 716	270 741
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	80 226	86 770
Autres créances douteuses	7		
	8	80 226	86 770
Autres charges	9	387	1 049
	10	80 613	87 819
Excédent (déficit) de l'exercice	11	28 103	182 922
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	1 419 923	1 271 424
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	1 446	1 399
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	1 035 477	1 081 357
Provision pour moins-value	16	(101 855)	(26 983)
	17	933 622	1 054 374
	18	2 354 991	2 327 197
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		309
Dette à long terme	21	2 140 764	2 140 764
	22	2 140 764	2 141 073
Solde du Fonds local d'investissement	23	214 227	186 124
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	1 268 198	1 093 882
Supportant les engagements de prêts	25	151 725	177 542
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	1 419 923	1 271 424

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu
Les prêts à terme, consentis à des investisseurs et portant intérêt à des taux variant de 3,5 % à 11 %, sont encaissables par versements mensuels de 30 \$ à 1 599 \$ jusqu'en décembre 2030.

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	71 582	67 623
Autres revenus	3	2 163	2 086
	4	73 745	69 709
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	47 316	(11 616)
Autres créances douteuses	7		
	8	47 316	(11 616)
Intérêts sur la dette à long terme	9	18 788	20 002
Autres charges	10	166	
	11	66 270	8 386
Excédent (déficit) de l'exercice	12	7 475	61 323
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	130 065	86 515
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15	2 226	2 226
Prêts aux entreprises	16	906 967	852 789
Provision pour moins-value	17	(62 237)	(20 273)
	18	844 730	832 516
	19	977 021	921 257
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20	5 104	4 764
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	550 000	502 051
	23	555 104	506 815
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24		
Excédent (déficit) non affecté	25	421 917	414 442
	26	421 917	414 442
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	(155 960)	(88 680)
Supportant les engagements de prêts	28	286 025	175 195
	29	130 065	86 515

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts à terme, consentis à des investisseurs et portant intérêt à des taux variant de 6,5 % à 11,5 %, sont encaissables par versements mensuels de 38 \$ à 1 742 \$ jusqu'en décembre 2030.

Note sur la dette à long terme

Le solde disponible du crédit variable à l'investissement du FLS est de 950 000 \$. Ce solde du montant autorisé sera encaissé par tranches selon les conditions prévues à la convention de prêt et selon les besoins financiers de la MRC.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**Note sur les autres revenus et les autres charges**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
 AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 884 131	864 833
Excédent de fonctionnement affecté	2 136 489	56 160
Réserves financières et fonds réservés	3 1 650 344	1 458 275
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (912 412)(	755 926)
Financement des investissements en cours	5	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 395 733	414 239
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 2 154 285	2 037 581
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 884 131	864 833
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	
	11 884 131	864 833
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ Affecté au budget suivant	12.1 31 600	56 160
▪ Forêt	12.2 25 000	
▪ Réseau de protection animaux	12.3 79 889	
	13 136 489	56 160
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
▪	14.1	
	15	
	16 136 489	56 160

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
 AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17,1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19,1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	100 000
Organismes contrôlés et partenariats	22	100 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	1 421 373
Fonds local de solidarité	28	127 186
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	
Autres		
▪ Fonds forestiers	30,1	1 785
	31	1 650 344
	32	1 458 275
	1 650 344	1 458 275

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
 AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()	()
	39 ()	()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()	()
Assainissement des sites contaminés	41 ()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres		
▪	44.1 ()	()
	45 ()	()
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	47 ()	()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 ()	()
Autres		
▪	50.1 ()	()
	51 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()	()
Mesure relative à la COVID-19	53 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 (2 690 764)	(2 642 815)
Autres		
▪	56.1 ()	()
	57 (2 690 764)	(2 642 815)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60 1 778 352	1 886 889
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres		
▪	62.1	
	63 1 778 352	1 886 889
	64 (912 412)	(755 926)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
 AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 () ()	
	67	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 395 733	414 239
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70 1 778 352	1 886 889
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 2 174 085	2 301 128
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 2 174 085	2 301 128
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	76 (2 690 764)(	2 642 815)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 () ()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79 2 690 764	2 642 815
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 () ()
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 (1 778 352)(	1 886 889)
	83 (1 778 352)(	1 886 889)
	84 395 733	414 239

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()(
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()(
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 ()(
Rendement espéré des actifs	33	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
•	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	()
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104			
Description des régimes et autres renseignements				
		2023	2022	
Charge de l'exercice				
Cotisations de l'employeur				
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105			
Régime de retraite par financement salarial	106			
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107			
Régime de retraite à prestations cibles	108			
Autres régimes	109			
	110			

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		1	
Description des régimes et autres renseignements				
La municipalité régionale de comté participe à un REER collectif. L'employé peut participer à partir du septième mois à l'emploi. L'employeur contribue 50 % dans ce régime jusqu'à un maximum de 5 % du salaire brut annuel. À partir de la sixième année, la contribution augmente à 7 %.				
		2023	2022	
Charge de l'exercice				
Cotisations de l'employeur				
Régime volontaire d'épargne-retraite	112			
Régime de retraite simplifié	113			
REER	114	89 822	73 346	
Autres régimes	115			
	116	89 822	73 346	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022	
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	2	2	

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	2 481	2 266
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	8 361	7 635
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	8 361	7 635

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Budget	Réalizations	Réalizations
		2023	2023	2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49		18 819	16 645
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52		405 877	
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56		429 639	353 664
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67	17 500	368 346	333 457
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77	2 190 674	3 558 283	2 183 896
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79	869 193	818 009	730 839
Autres	80	348 271	384 877	941 152
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81			
Activités culturelles				
Bibliothèques	82			
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	3 425 638	5 983 850	4 559 653

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	86		
Sécurité publique			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89		
Autres	90		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	91		
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101		
Réseau de distribution de l'eau potable	102		
Traitement des eaux usées	103		
Réseaux d'égout	104		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120		
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122		
Réseau d'électricité	123		
	124		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128	492 741	492 741	482 807
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129			
Fonds de développement des territoires	130	124 928	109 161	69 032
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	617 669	601 902	551 839
TOTAL DES TRANSFERTS	136	4 043 307	6 585 752	5 111 492

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffé et application de la loi	137		
Évaluation	138		
Autres	139	277 417	477 019
	140	277 417	477 019
Sécurité publique			
Police	141		
Sécurité incendie	142	26 165	82 798
Sécurité civile	143		
Autres	144		
	145	26 165	82 798
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	146		
Enlèvement de la neige	147		
Autres	148		
Transport collectif	149		
Autres	150		
	151		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	152		
Traitement des eaux usées	153		
Réseaux d'égout	154		
Réseaux d'égout			
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables	155		
Collecte sélective			
Collecte et transport	156		
Tri et conditionnement	157		
Autres	158		
Autres	159		
Autres	160		
Cours d'eau	161		
Protection de l'environnement	162		
Autres	163		
	164		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	165		
Autres	166		
	167		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	168	6 183	20 163
Rénovation urbaine	169		
Promotion et développement économique	170		
Autres	171		
	172	6 183	20 163
Loisirs et culture			
Activités récréatives	173		
Activités culturelles			
Bibliothèques	174		
Autres	175		
	176		
Réseau d'électricité			
	177		
	178	309 765	579 980

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	6 700	8 149	4 161
	182	6 700	8 149	4 161
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184	8 500	8 347	9 803
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187	8 500	8 347	9 803
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	197			
Traitement des eaux usées	198			
Réseaux d'égout	199			
200				
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215	356 029	855 916	822 472
	216	356 029	855 916	822 472
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217			
Activités culturelles				
Bibliothèques	218			
Autres	219			
	220			
Réseau d'électricité				
	221			
	222	371 229	872 412	836 436
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	371 229	1 182 177	1 416 416

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224			
Droits de mutation immobilière	225			
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228			
AMENDES ET PÉNALITÉS	229	20 000	12 735	16 632
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	231		350 886	215 087
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238		593 429	715 010
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	86 748	91 077	100 453
	242	86 748	684 506	815 463
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	147 906	146 158	146 158	110 265
Greffier et application de la loi	2	14 000	1 339	1 339	1 582
Gestion financière et administrative	3	282 517	300 193	11 575	293 606
Évaluation	4	746 934	596 898	596 898	634 292
Gestion du personnel	5				
Autres	6.1	147 860	464 532	464 532	632 241
	7	1 339 217	1 509 120	11 575	1 520 695
					1 671 986
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8				
Sécurité incendie	9	193 535	269 767	4 155	273 922
Sécurité civile	10				
Autres	11				
	12	193 535	269 767	4 155	273 922
					259 053
					259 053
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voie municipale	13		366 950	366 950	
Enlèvement de la neige	14				
Éclairage des rues	15				
Circulation et stationnement	16				
Transport collectif					
Transport en commun	17		429 639	429 639	353 664
Transport aérien	18				
Transport par eau	19				
Autres	20				
	21		796 589	796 589	353 664

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22				
Réseau de distribution de l'eau potable	23				
Traitement des eaux usées	24				
Réseaux d'égout	25				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	26				
Collecte et transport	27				
Élimination					
Matières recyclables					
Collecte sélective		234 839	234 841	234 841	230 224
Collecte et transport	28				
Tri et conditionnement	29	352 255	704 365	704 365	645 370
Matières organiques					
Collecte et transport	30				
Traitement	31				
Matériaux secs	32				
Autres	33				
Plan de gestion	34				
Autres	35				
Cours d'eau	36				
Protection de l'environnement	37				
Autres	38				
	39	587 094	939 206	939 206	875 594
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	40				
Sécurité du revenu	41				
Autres	42	302 374	279 101	279 101	369 712
	43	302 374	279 101	279 101	369 712

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	44	1 495 403	3 166 837	2 776	3 169 613
Rénovation urbaine					1 269 784
Biens patrimoniaux	45				
Autres biens	46				
Promotion et développement économique	47				
Industries et commerces	48				
Tourisme	49		95 000		190 000
Autres	50	1 856 884	2 708 950		3 569 390
Autres	51	3 352 287	5 970 787	2 776	5 973 563
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	52				
Patinoires intérieures et extérieures	53				
Piscines, plages et ports de plaisance	54				
Parcs et terrains de jeux	55				
Parcs régionaux	56				
Expositions et foires	57				
Autres	58				
	59				
Activités culturelles					
Centres communautaires	60				
Bibliothèques	61				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	62				
Autres ressources du patrimoine	63				
Autres	64	326 663	288 278		288 278
	65	326 663	288 278		288 278
	66	326 663	288 278		288 278

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	68	18 788		18 788	20 002
Autres frais	69				
Autres frais de financement	70				
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	18 788		18 788	20 002
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	18 506 (	18 506 (	18 506)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	8
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	9
Analyse de la rémunération	10
Analyse des revenus de transfert par sources	11
Frais de financement par activités	12
Rémunération des élus	13

Autres renseignements

Questionnaire	14
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures		
Conduites d'eau potable	1	
Usines de traitement de l'eau potable	2	
Usines et bassins d'épuration	3	
Conduites d'égout	4	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	
Ponts, tunnels et viaducs	7	
Systèmes d'éclairage des rues	8	
Aires de stationnement	9	
Parcs et terrains de jeux	10	
Autres infrastructures	11	
Réseau d'électricité	12	
Bâtiments		
Édifices administratifs	13	
Édifices communautaires et récréatifs	14	
Améliorations locatives	15	
Véhicules		
Véhicules de transport en commun	16	
Autres	17	
Ameublement et équipement de bureau	18	18 298
Machinerie, outillage et équipement divers	19	
Terrains	20	
Autres	21	
	22	18 298

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement		
Conduites d'eau potable	1	
Usines de traitement de l'eau potable	2	
Usines et bassins d'épuration	3	
Conduites d'égout	4	
Autres infrastructures	5	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)		
Conduites d'eau potable	6	
Usines de traitement de l'eau potable	7	
Usines et bassins d'épuration	8	
Conduites d'égout	9	
Autres infrastructures	10	
Autres immobilisations corporelles	11	18 298
	12	18 298

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6				
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8				
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	1 903 422	(73 019)	52 051	1 778 352
Autres	17	739 393	173 019		912 412
	18	2 642 815	100 000	52 051	2 690 764
	19	2 642 815	100 000	52 051	2 690 764
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	2 642 815	100 000	52 051	2 690 764

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	2 690 764
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	2 690 764
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	
---	----	--

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
		1.1
		2

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	2023	2022
Rémunération	1	
Charges sociales	2	
Biens et services	3	18 298
Frais de financement	4	
Autres	5	
	6	18 298

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
Ensemble des municipalités			
05010	Municipalité de Shigawake	1.1	6 586
05015	Canton de Saint-Godefroi	1.2	13 549
05020	Municipalité de Hope Town	1.3	12 963
05025	Canton de Hope	1.4	17 829
05032	Ville de Paspébiac	1.5	95 813
05040	Municipalité de New Carlisle	1.6	42 411
05045	Ville de Bonaventure	1.7	27 309
05050	Municipalité de Saint-Elzéar	1.8	101 098
05055	Paroisse de Saint-Siméon	1.9	17 870
05060	Municipalité de Caplan	1.10	65 651
05065	Municipalité de Saint-Alphonse	1.11	27 225
05070	Ville de New Richmond	1.12	141 537
05077	Municipalité de Cascapédia–Saint-Jules	1.13	14 934
NR050	Bonaventure	1.14	12 123
		2	596 898
Certaines municipalités			
05010	Municipalité de Shigawake	3.1	19 184
05015	Canton de Saint-Godefroi	3.2	22 270
05020	Municipalité de Hope Town	3.3	20 245
05025	Canton de Hope	3.4	29 731
05032	Ville de Paspébiac	3.5	78 072
05040	Municipalité de New Carlisle	3.6	59 527
05045	Ville de Bonaventure	3.7	38 041
05050	Municipalité de Saint-Elzéar	3.8	111 970
05055	Paroisse de Saint-Siméon	3.9	68 037
05060	Municipalité de Caplan	3.10	107 662
05065	Municipalité de Saint-Alphonse	3.11	52 316
05070	Ville de New Richmond	3.12	143 739
05077	Municipalité de Cascapédia–Saint-Jules	3.13	31 860
NR050	Bonaventure	3.14	11 238
		4	793 892
		5	1 390 790

ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	746 934	596 898	634 292
Autres	3	50 701	50 201	45 294
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	70 040	88 418	63 544
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	8			
Enlèvement de la neige	9			
Autres	10			
Transport collectif	11			
Autres	12			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13			
Réseau de distribution de l'eau potable	14			
Traitement des eaux usées	15			
Réseaux d'égout	16			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	17			
Matières recyclables	18	559 592	559 272	550 129
Autres	19			
Cours d'eau	20			
Protection de l'environnement	21			
Autres	22			
Santé et bien-être				
Logement social	23			
Autres	24			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	25	96 459	96 001	87 243
Rénovation urbaine	26			
Promotion et développement économique	27			
Autres	28			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	29			
Activités culturelles				
Bibliothèques	30			
Autres	31			
	32	1 523 726	1 390 790	1 380 502

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	1 820,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	15,00	27 436,00	*****	*****	*****
Cois blancs	3	1,00	1 820,00	*****	*****	*****
Cois bleus	4					
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	17,00	31 076,00	*****	*****	*****
	9	16,00		100 905	16 542	117 447
Élus	10	33,00		*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	429 639			429 639
Eau et égout	2				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	3				
Réseau de distribution de l'eau potable	4				
Traitement des eaux usées	5				
Réseaux d'égout	6	6 156 113			6 156 113
Autres	7	6 585 752			6 585 752

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	2023	2022
Administration générale		
Greffe et application de la loi	1	
Évaluation	2	
Autres	3	
	4	
Sécurité publique		
Police	5	
Sécurité incendie	6	
Sécurité civile	7	
Autres	8	
	9	
Transport		
Réseau routier		
Voie municipale	10	
Enlèvement de la neige	11	
Autres	12	
Transport collectif	13	
Autres	14	
	15	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	
Réseau de distribution de l'eau potable	17	
Traitement des eaux usées	18	
Réseaux d'égout	19	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	20	
Matières recyclables	21	
Autres	22	
Cours d'eau	23	
Protection de l'environnement	24	
Autres	25	
	26	
Santé et bien-être		
Logement social	27	
Sécurité du revenu	28	
Autres	29	
	30	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	31	
Rénovation urbaine	32	
Promotion et développement économique	33	18 788
Autres	34	20 002
	35	18 788
18 788		20 002
Loisirs et culture		
Activités récréatives	36	
Activités culturelles		
Bibliothèques	37	
Autres	38	
	39	
Réseau d'électricité		
	40	
	41	18 788
		20 002

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Denis Gauthier	1.1	Conseiller	3 550	2 874	
Henzen Whitton	1.2	Conseiller	2 874	1 860	
Linda McWhirter	1.3	Conseiller	3 382	676	
Roch Audet	1.4	Conseiller	2 367	6 425	
Lise Castilloux	1.5	Conseiller	338		
Jean-Marc Moses	1.6	Conseiller	3 043		
Paquerette Poirier	1.7	Conseiller	3 382	2 171	
Rolande Couture	1.8	Conseiller	3 551	169	
Marc Loisel	1.9	Conseiller	2 029	1 240	
Josiane Appleby	1.10	Conseiller	1 860	676	
Ashley Milligan	1.11	Conseiller	3 043	169	
Brent Hocquard	1.12	Conseiller	2 874		
Gérard Litalien	1.13	Conseiller	3 382	338	
Yves Barriault	1.14	Conseiller	1 352		
Annick Duguay Cormier	1.15	Conseiller	169		
David Thibault	1.16	Conseiller		338	
Éric Dubé	1.17	Préfet	44 008		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	100 000 \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	3	\$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	2 165 \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	10 788 \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	(392) \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	387 \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	1 419 923 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	1 446 \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	42 781 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	3 116 \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	445 132 \$
Ligne 24 : Libres	20	443 628 \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	151 725 \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	225 761 \$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	225 761 \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

14. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

91

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».		
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	2 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.		
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	6 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	7 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.

- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.

- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2024-05-17 13:10 _____

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Municipalité régionale de comté de Bonaventure | AR050 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	6 045 010	10 206 846	8 955 592
Investissement	2			
	3	6 045 010	10 206 846	8 955 592
Charges				
	4	6 101 170	10 090 142	8 579 185
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(56 160)	116 704	376 407
Moins : revenus d'investissement	6	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(56 160)	116 704	376 407
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		18 506	18 228
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		100 000	92 213
Remboursement de la dette à long terme	10	()	52 051	(207 400)
Affectations				
Activités d'investissement	11	()	711 870	(696 031)
Excédent (déficit) accumulé	12	56 160	(135 906)	(143 568)
Autres éléments de conciliation	13		820 407	770 199
	14	56 160	39 086	(166 359)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		155 790	210 048

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 025 797	3 497 523
Débiteurs	2	2 622 526	1 930 745
Placements de portefeuille	3	3 013 692	2 684 883
Autres	4	1 778 352	1 886 889
	5	9 440 367	10 000 040
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	2 690 764	2 642 815
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	4 991 051	5 733 883
	10	7 681 815	8 376 698
Actifs financiers nets (dette nette)	11	1 758 552	1 623 342
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	395 733	414 239
Autres	13		
	14	395 733	414 239
Excédent (déficit) accumulé	15	2 154 285	2 037 581

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	884 131	864 833
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Affecté au budget suivant	2.1	31 600	56 160
▪ Forêt	2.2	25 000	
▪ Réseau de protection animaux	2.3	79 889	
	3	136 489	56 160
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	100 000	100 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6		
Fonds local d'investissement	7	1 421 373	1 272 515
Fonds local de solidarité	8	127 186	83 975
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9		
Autres			
▪ Fonds forestiers	10.1	1 785	1 785
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(912 412)	(755 926)
Financement des investissements en cours	12		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	395 733	414 239
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	2 154 285	2 037 581

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal		
Emprunts refinancés par anticipation	3	
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	
Dette à long terme à la charge des tiers		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8	
Autres	9	2 642 815
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement		
	10	
	11	2 690 764

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12			
Compensations tenant lieu de taxes	13			
Quotes-parts	14	1 523 726	1 390 790	1 380 502
Transferts	15	4 043 307	6 585 752	5 111 492
Services rendus	16	371 229	1 182 177	1 416 416
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	20 000	12 735	16 632
Autres	18	86 748	1 035 392	1 030 550
	19	6 045 010	10 206 846	8 955 592
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22			
Autres	23			
	24			
	25	6 045 010	10 206 846	8 955 592

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale	1	1 339 217	1 509 120	11 575	1 520 695	1 671 986
Sécurité publique						
Police	2					
Sécurité incendie	3	193 535	269 767	4 155	273 922	259 053
Autres	4					
Transport						
Réseau routier	5		366 950		366 950	353 664
Transport collectif	6		429 639		429 639	
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8					
Matières résiduelles	9	587 094	939 206		939 206	875 594
Autres	10					
Santé et bien-être	11	302 374	279 101		279 101	369 712
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 495 403	3 168 837	2 776	3 169 613	1 269 784
Promotion et développement économique	13		95 000		95 000	190 000
Autres	14	1 856 884	2 708 950		2 708 950	3 569 390
Loisirs et culture	15	326 663	288 278		288 278	
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17		18 788		18 788	20 002
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	6 101 170	10 071 636	18 506	10 090 142	8 579 185
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		18 506 (	18 506)		
	21	6 101 170	10 090 142		10 090 142	8 579 185

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2	()	18 298)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	711 870)	677 733)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	711 870	696 031
Excédent accumulé	6		
	7		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8		

Extrait du rapport financier, page S14